

Portugal

La montée de l'amertume

REPORTAGE

14 NOVEMBRE | LE PRINCIPAL SYNDICAT, LA CGTP, APPELLE À UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Depuis la fin de la dictature, le pays a connu un développement spectaculaire. Mais les Portugais, confrontés à une baisse de leur niveau de vie, redoutent un retour en arrière. L'austérité est désormais très contestée

CHARLOTTE BOZONNET

Lisbonne, envoyée spéciale

Ni cris ni pleurs. Lorsqu'en début d'année Maria Campos (1) a compris qu'elle ne pourrait plus payer son appartement, elle est allée à la banque rendre les clés. Pas de procédure d'expulsion, ni de tentative de négociations. Cette mère de famille de 44 ans, qui vit dans la périphérie de Lisbonne, avait simplement fait ses comptes : 774 euros de prêt immobilier à rembourser chaque mois, un salaire d'aide cuisinière de 450 euros, plus les 400 euros d'allocations chômage de son mari. En avril, la famille a donc quitté son logement – deux chambres et un salon – pour s'installer dans un appartement moins cher.

Maria Campos et son mari n'ont pourtant pas fait n'importe quoi. Lorsqu'ils ont contracté ce prêt sur vingt-cinq ans en 2003, tient-elle à préciser, son époux, charpentier, gagnait 1500 euros par mois, largement de quoi rembourser leurs échéances. Mais ce dernier a perdu son travail en avril 2011, dans le sillage de l'effondrement du secteur de la construction. Aujourd'hui, la famille tente de garder la tête hors de l'eau, fait appel à l'aide de la banque alimentaire. Mais l'avenir est angoissant.

La dégringolade sociale de la famille Campos, qui s'était peu à peu hissée dans la classe moyenne, n'est pas un cas isolé. A Cacem, où travaille Maria, le directeur du centre social Baptista, Sergio Gomes, en poste depuis 2001, regarde avec inquiétude cette banlieue populaire lisboète, habitée par une petite classe moyenne – des employés de l'industrie, de la construction, des fonctionnaires –, s'enfoncer avec la crise. « Dans la région de Sintra [dont fait partie Cacem], deux familles par jour ont perdu leur maison au mois de juin », raconte-t-il. Le centre social, qui vient en aide à 70 familles, a de moins en moins les moyens de faire face. « Le peuple portugais est capable de supporter beaucoup, mais que se passera-t-il au moment où toutes les aides s'arrêteront ? », s'interroge-t-il.

Moins remuant que l'Espagne et la Grèce, le Portugal a été un peu oublié dans l'actualité de la crise européenne. Les effets de celle-ci et les plans de rigueur y sont pourtant sévères. L'augmentation du chômage, passé de 7,6 % en 2008 à 15,5 % en 2012, la baisse des aides sociales et des retraites, les hausses de l'impôt sur le revenu et de la TVA ont amputé le pouvoir d'achat dans un pays où le salaire moyen n'est que de 800 euros par mois.

L'austérité ne date pas d'hier, mais elle s'est considérablement durcie depuis 2011. Etranglé par sa dette et incapable d'emprunter sur les marchés financiers, le Portugal, alors dirigé par le socialiste José Socrates, a dû faire appel à une aide internationale. L'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) – la « troïka » – ont accepté de lui prêter 78 milliards d'euros sur trois ans en contrepartie d'une réduction drastique de son déficit public, de 9,1 % du PIB en 2010 à 4,5 % en 2012 (un objectif revu depuis à 5 %).

Le bon élève de l'Union européenne semblait accepter son sort avec résignation. Mais le pays a surpris tout le monde, le 15 septembre, avec une mobilisation anti-austérité sans précédent. Des centaines de milliers de Portugais de tous âges et appartenances politiques sont descendus dans les rues pour protester contre une nouvelle annonce du premier ministre, Pedro Passos Coelho (PSD, centre droit), élu en juin 2011 : la hausse des cotisations sociales payées par les salariés combinée à une baisse des cotisations patronales. L'exécutif a finalement fait marche arrière. L'ampleur de la manifestation a eu l'effet d'un coup de tonnerre pour la classe politique au Portugal, mais aussi dans le reste de l'Europe.

« Les Portugais étaient d'accord pour faire des sacrifices mais à condition qu'il y ait des



En haut à gauche : avec 500 euros par mois, Helena Pinto (le nom a été changé), mère de trois enfants, doit faire appel à ses parents et à ses beaux-parents pour joindre les deux bouts. Son mari, électricien, a dû fermer sa petite entreprise en 2011.

A gauche : Sergio Gomes, directeur du centre social Baptista, à Cacem, dans la banlieue de Lisbonne.

PHOTOS GUILLAUME PAZAT / KAMERAPHOTO POUR « LE MONDE »

résultats, explique Antonio Barreto, directeur de la Fondation Francisco Manuel dos Santos, qui ausculte la société portugaise. Or, les autorités se sont beaucoup trompées. Les mesures adoptées ont eu un impact plus fort que prévu : le chômage augmente, la récession s'installe. » Pour le sociologue, si la contestation n'est pas à proprement parler à un tournant, elle monte progressivement : « Il y a une inquiétude croissante qui touche tout le monde, et une grande amertume. Or, l'amertume est ce qui précède l'indignation et la colère. » L'autre moteur de ce réveil social est spécifique au pays, ajoute-t-il : « Les Portugais se rappellent très vivement de la pauvreté, qui était le lot de beaucoup d'entre eux il y a encore très peu de temps. »

Economiquement, le Portugal est passé en quelques décennies du niveau d'un pays d'Afrique du Nord à celui d'un pays européen, rappelle-t-on ici. La « révolution des œillets », qui, en 1974, mit fin à quarante-quatre années de dictature du général Salazar, puis l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE), en 1986, ont permis un essor très rapide du pays. Mais si le Portugal n'a pas connu les excès de l'Espagne ou de la Grèce, son modèle de développement n'est pas exempt de critiques quand il s'agit de comprendre la crise qu'il traverse. « La vieille économie salazariste surprotégée n'a pas été

remplacée par une économie moderne. Il y a eu une euphorie avec l'arrivée des fonds européens, mais leur utilisation n'a pas créé les conditions d'une véritable croissance », rappelle l'historien Fernando Rosas. L'argent de

Le bon élève de l'Union européenne semblait accepter avec résignation son sort. Mais le pays a surpris tout le monde, le 15 septembre, avec une mobilisation sans précédent

l'Europe a notamment financé de grands travaux publics : infrastructures, autoroutes, et d'innombrables ronds-points commandés par les municipalités. L'Etat a fait travailler le

bâtiment, devenu un pilier de l'économie, mais bien au-delà des besoins réels. Parallèlement, l'agriculture et la pêche ont été abandonnées. Pour son industrie, le Portugal a misé sur une main-d'œuvre peu qualifiée, bon marché, qui a vite été distancée par les bas salaires de la Chine et des pays de l'Est.

En vingt ans, le pays s'est transformé en une économie tertiaire, de services, à la croissance quasi inexistante. « Lorsque la crise internationale est arrivée, nous avions encore moins de défenses que les autres pays européens », remarque l'historien. Ce n'est pas la première crise qu'affronte le Portugal – il a déjà fait appel au FMI en 1978 et en 1983 –, mais jamais l'impact social n'avait été aussi fort. En outre, l'Etat avait auparavant davantage de marges de manœuvre, en particulier le contrôle de sa monnaie. « Cette crise est sans précédent dans notre histoire, souligne M. Rosas, et l'idée selon laquelle le prix à payer pour l'équilibre budgétaire est un appauvrissement de la société va nous mener à la faillite. »

Face à ces problèmes structurels, les critiques contre la politique actuelle du gouvernement se font de plus en plus dures. Elles dénoncent une spirale récessive qui détruit l'activité et ne permettra pas au pays de tenir ses engagements. Alors que l'exécutif attendait des recettes fiscales en augmentation de 11,6 % en 2012 grâce aux hausses d'impôts,



Désormais dans l'incapacité de rembourser leur prêt immobilier, Maria Campos et sa famille ont dû quitter leur appartement, acheté neuf ans plus tôt.

elles ont diminué de 2,2% sur les huit premiers mois de l'année du fait du ralentissement de l'économie. La récession de 1% prévue en 2013 (après une chute du PIB de 1,6% en 2011 et de 3% en 2012) est, selon de nombreux analystes, très optimiste. Si personne ne songe à un non-remboursement des créanciers, les appels à renégocier les conditions du prêt se multiplient. Avec 7 milliards d'euros par an – l'équivalent du budget de l'éducation –, le premier des ministères, dit-on ici, est celui du service de la dette.

Et la crise économique et sociale pourrait se transformer en crise politique. Le consensus autour de l'austérité qui liait jusqu'ici les deux principaux partis – le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti socialiste (PS) – a récemment volé en éclats à l'occasion du vote du budget 2013, qui prévoit 5,3 milliards d'euros d'économies supplémentaires, obtenus à 80% par des hausses d'impôts. Le PS, pourtant à l'origine de la signature de l'accord avec la « troïka », a voté contre. « Non seulement les coupes vont bien au-delà de ce que nous avions envisagé, mais le contexte a changé. Il est clair que le programme d'austérité ne fonctionne pas », explique Joao Galamba. Le député, qui fait partie de la jeune garde du PS, plaide pour une renégociation urgente du plan – des délais et des taux d'intérêt notamment – et pour une relance des investissements. Il avertit : « S'il n'y a pas de renégociation, dans quatre ans, l'économie du pays sera détruite, et nous serons dans la situation de la Grèce. »

Du côté du gouvernement, on avance l'absence de choix. « Nous n'avons pas d'alternative », explique Paulo Mota Pinto, député du PSD et président de la Commission des affaires européennes à l'Assemblée. « Sans l'argent de nos partenaires, ce serait la banqueroute. » L'élu fait valoir que chaque évaluation réalisée par la « troïka » est une renégociation. Ainsi, lors de la dernière évaluation, en septembre, le gouvernement a obtenu un assouplissement des objectifs de baisse du déficit à 5% en 2012 et 4,5% en 2013 (contre 4,5% et 3%). A moyen terme, sa préoccupation est de rétablir la confiance des marchés internationaux par une austérité exemplaire, pour pouvoir se refinancer auprès de ceux-ci à partir de la mi-2013. Critiqué pour sa hausse de la fiscalité, le premier ministre a annoncé vouloir s'attaquer davantage aux dépenses par une

réforme des « fonctions structurelles » de l'Etat : 4 milliards d'euros de coupes qui pourraient toucher l'éducation, la santé et les prestations sociales. Il a appelé le PS à y participer, lequel a pour le moment refusé.

Les attaques contre l'exécutif dépassent largement l'opposition. Les tensions mon-

Le consensus politique autour de l'austérité a volé en éclats à l'occasion du vote du budget 2013, qui prévoit 5,3 milliards d'euros d'économies supplémentaires

tent au sein de la majorité, où le partenaire de coalition du PSD, le CDS-PP (droite), favorable à la baisse des impôts, se retrouve en porte-à-faux avec son électeur. Surtout, la fronde a atteint une partie du patronat. « Une des grandes erreurs du plan de la "troïka", c'est qu'il n'a pas pris en compte la structure de l'économie portugaise : 80% des entreprises sont des PME qui vivent du marché intérieur », rappelle Joao Vieira Lopes, président de la Confédération patronale du commerce et des services, qui représente 200 000 entreprises sur les 400 000 que compte le pays.

Dans les rues de Lisbonne, les vitrines badigeonnées de blanc, caractéristique des boutiques ayant dû fermer leurs portes, se sont multipliées depuis un an. La ville limite toutefois la casse grâce au tourisme. Mais la baisse du pouvoir d'achat a eu un impact bien plus dramatique dans le reste du pays : en 2011, plus de 100 magasins ont fermé chaque jour, avance Joao Vieira Lopes. Pour le représentant patronal, « il faut renégocier le plan avec la "troïka" mais aussi investir. Pour la septième année consécutive, il y a une chute des

investissements. Comment imagine-t-on relancer l'économie de cette façon ? »

C'est là l'un des casse-tête du Portugal : où trouver les secteurs de la relance ? Le pays n'a pas de pétrole ni d'autout majeur évident, mais plutôt des niches à développer : tourisme, agriculture, services, logistique internationale (par exemple grâce à son port en eaux profondes au sud de Lisbonne)... Des activités dont la valeur ajoutée devra être suffisante pour échapper à la concurrence des pays à la main-d'œuvre bon marché. Certaines industries ont réussi cette transformation. La chaussure, secteur sinistré il y a encore dix ans, a su trouver un nouvel élan en privilégiant le design et le haut de gamme. La perte des emplois n'a pas été entièrement compensée, mais le Portugal est le 2^e exportateur européen de chaussures en cuir. « La croissance des exportations portugaises sur les quinze derniers mois montre que le pays a les moyens de se relever », juge Rui Moreira, président de l'Association commerciale de Porto. Le pays mise beaucoup sur cette hausse des exportations, l'un des rares secteurs où il enregistre des résultats positifs (+13,3% en 2011). Cette stratégie ne compense toutefois pas la baisse du marché intérieur et demande du temps. Surtout, beaucoup font remarquer que 70% des exportations du pays sont à destination de l'Union européenne, donc très dépendantes de la santé de la zone euro.

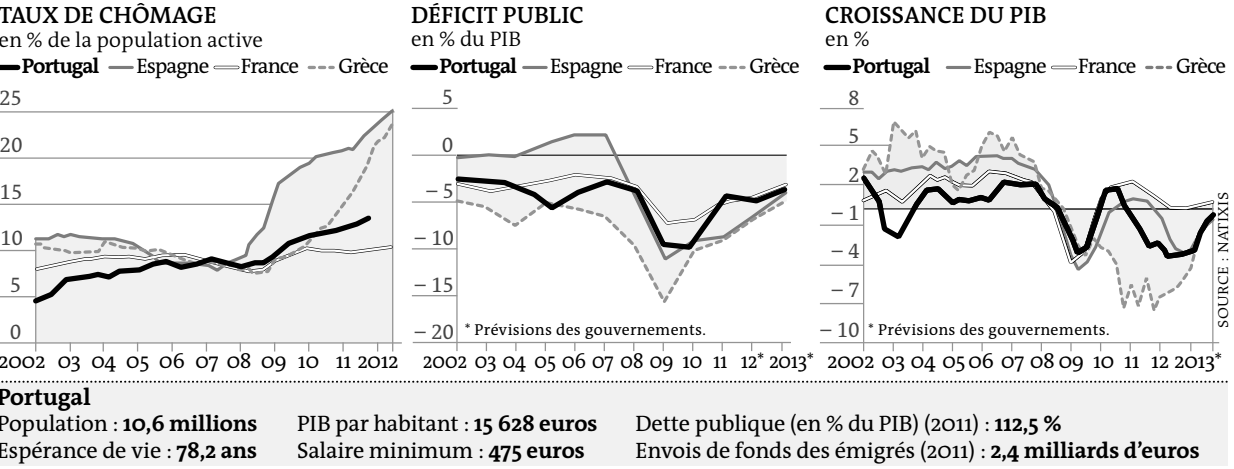
C'est là un point sur lequel tout le monde s'accorde : le Portugal ne trouvera pas d'issue

à ses difficultés sans une solution globale à la crise de l'UE. Même si les attentes diffèrent selon la couleur politique : front diplomatique anti-austérité entre pays du sud de l'Europe, soutien des eurobonds, prêts directs de la BCE aux Etats...

La dimension européenne de la crise sera aussi au cœur des prochaines manifestations dans le pays. Le 12 novembre, lors de la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Lisbonne, et le 14 novembre : ce jour-là, la CGTP, le principal syndicat, a appelé à une grève générale qui sera suivie dans plusieurs autres capitales européennes. « Nous faisons face à la plus sérieuse offensive contre le modèle social que le pays a construit avec la "révolution des œillets" », estime son secrétaire général, Armenio Carlos.

Sorti de sa torpeur, le Portugal peut-il sombrer dans la colère ? Pour de nombreux observateurs, les résultats économiques du premier semestre 2013 seront un moment-clé. « Sur le long terme, les craintes sont plutôt celles d'une montée d'un sentiment antieuropéen, dans un pays jusque-là très attaché à l'Europe, et de l'émergence de politiques extrêmes », estime Antonio Barreto. Le pays, peut-être vacciné par près d'un demi-siècle de dictature, reste l'un des rares Etats européens à ne pas avoir vu émerger un parti d'extrême droite à la faveur de la crise. ■

(1) Les noms ont été changés



Au Portugal, il faut que jeunesse se déplace

Le pays pensait en avoir fini avec les vagues d'émigration qui ont marqué son histoire. Mais les jeunes, dont le taux de chômage a atteint 36 %, sont nombreux à ne voir d'autre issue que l'exil

CHARLOTTE BOZONNET

Lisbonne, envoyée spéciale

Faire preuve de plus d'efforts » et « laisser leur zone de confort », leur a-t-il dit. En juillet, le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, a appelé ses compatriotes à partir travailler à l'étranger, faute d'emplois dans le pays. La déclaration a provoqué un tollé. La jeunesse a été particulièrement choquée par cet aveu d'impuissance. Déjà abonnés à la précarité, les jeunes Portugais sont désormais confrontés à un manque sans précédent d'emplois. Chez les 15-24 ans, le taux de chômage est passé, en un an, de 27 % à 36 %, le double de la moyenne nationale. Et de 13 % à 17 % chez les 24-34 ans. Incapables de penser leur avenir dans leur pays, nombre de ces 385 000 jeunes sans travail sont tentés par l'exil.

Les difficultés des jeunes Portugais ne sont pas nouvelles. La « génération 1 000 euros » n'a ici jamais existé : le salaire minimum y est de 475 euros par mois. Au sein de la jeunesse, les emplois précaires sont depuis longtemps la règle, à travers les fameux *recibos verdes*, ces « reçus verts » au départ destinés à rémunérer les

Chaque année, selon l'OCDE, plus de 70 000 Portugais s'en vont, dont la moitié a moins de 29 ans

travailleurs indépendants pour des missions ponctuelles. L'employeur ne paie aucune cotisation sociale, les reçus ne donnent droit ni aux congés payés ni aux indemnités chômage. A charge pour le salarié de cotiser lui-même, s'il en a les moyens. Apparus dans les années 1980, ils se sont généralisés dans l'administration publique et dans le privé et concernent aujourd'hui un travailleur sur cinq.

Ana Feijao les connaît bien. Depuis qu'elle est sortie de l'université, en 2009, diplômée en architecture et paysagisme, cette jeune femme de 29 ans, membre de l'association Précaires inflexibles, n'a été payée que par ce biais. Ne trouvant pas d'emploi



Une manifestation dans le centre de Lisbonne, le 24 octobre.

NUNES PEDRO/SIPA

dans son secteur, elle a enchaîné les petits boulots, dans le secrétariat, la construction... Au chômage pendant un an, elle a été embauchée en juin comme vendeuse chez Zara Home : un contrat de sept mois, vingt-cinq heures par semaine payées 300 euros mensuels. Son loyer – elle vit en colocation – est de 275 euros. Ana n'est pas malheureuse. « C'est difficile pour tout le monde », reconnaît-elle. Mais elle est lasse de cette vie au jour le jour qui ne permet aucun projet. Fatiguée surtout à l'idée que cela ne s'améliorera pas de sitôt : « Nous passons notre temps et notre énergie à éviter les difficultés, à trouver le moyen de payer le loyer, de boucler les fins de mois. Je ne crois pas que vivre ainsi soit une solution. »

Le manque d'opportunités ne touche pas seulement les jeunes diplômés, dont le bagage reste un atout. La chute du secteur du bâtiment et la fermeture des petits commerces pénalisent aussi les moins qualifiés. Les coupes dans les effec-

tifs de la fonction publique n'offrent pas plus de débouchés. Au point que le nombre de départs vers l'étranger a explosé, renouant avec des flux d'émigration qui ont marqué l'histoire du pays et avec lesquels il pensait en avoir terminé. Chaque année, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), plus de 70 000 Portugais s'en vont, dont la moitié a moins de 29 ans. L'ampleur est la même que dans les années 1960-1970, lorsque les Portugais émigraient massivement vers la France.

Au cours de la décennie 1990, le pays était pourtant devenu une terre d'accueil pour de nombreux travailleurs étrangers, venus des pays de l'Est et du Brésil participer aux grands travaux de construction des stades de football, de l'Exposition universelle. « Pour la première fois de son histoire, le Portugal connaissait un solde migratoire positif, rappelle le sociologue Antonio Barreto. C'est terminé et c'est le

signe sans équivoque qu'un pays va mal. »

Le nombre exact de candidats au départ et leur destination sont difficiles à déterminer car les déplacements au sein de l'Union européenne ne sont pas comptabilisés. « Mais on sait que l'émigration vers la Suisse a repris très fortement, de même que vers le Royaume-Uni. Le Brésil, le Canada et le Venezuela sont aussi des destinations privilégiées », précise Antonio Barreto. Au Brésil, les régularisations de travailleurs portugais, attirés par la préparation de la Coupe du monde de football de 2014 et des JO de 2016, sont passées de 276 703 à 328 826 entre décembre 2010 et juin 2011. Les anciennes colonies africaines du Portugal, l'Angola en tête, sont aussi devenues des terres d'opportunités. Le profil de l'émigrant a toutefois changé depuis les années 1960. Les paysans et petits artisans ont été remplacés par des diplômés – professeurs, ingénieurs, informaticiens... –, très demandés dans des économies émergentes en

manque de main-d'œuvre qualifiée. Au point que de nombreux observateurs évoquent une « fuite des cerveaux » inversée.

Pour Sara Rocha, 29 ans, ce pourrait être le Brésil, un pays d'Afrique ou l'Australie. L'exil, la jeune femme n'y avait jusqu'ici jamais songé, mais, au chômage depuis janvier, elle ne touchera plus, après décembre, ses 600 euros d'allocation mensuelle. Il faudra bien alors trouver un moyen de payer le loyer. Ses parents, eux-mêmes en difficulté, ne pourront pas l'aider. Ingénieur forestier, son contrat n'a pas été renouvelé à la fin de l'année 2011 pour raisons économiques. En dix mois, elle a envoyé des centaines de CV mais n'a été convoquée qu'à trois entretiens. « Je veux simplement travailler. Je ferais n'importe quoi : laver des escaliers, travailler dans un centre d'appels, mais j'ai besoin de gagner ma vie », tient-elle à préciser. L'étudiante, issue d'un milieu modeste, pensait avoir tout fait pour que ça marche. « À l'université, les professeurs nous assuraient que cette formation donnerait un emploi. »

« Maintenant que nous vivons en démocratie, il est absurde qu'il y ait une telle émigration. Quel futur nous préparons-nous si les jeunes s'en vont et alors que nous avons tellement investi dans l'éducation ? », pointe le député socialiste Joao Galamba.

La jeunesse portugaise est la génération la mieux formée de l'histoire du pays. Au lendemain de la « révolution des œillets », en 1974, les portes des universités se sont ouvertes. Les parents ont poussé leurs enfants à étudier. Une politique qui a connu certaines lacunes, fait remarquer Inês De Mena e Mendonça. A la tête d'une société de conseil qui aide les entreprises à s'internationaliser, elle s'efforce de créer un BTS commercial dans le pays. « Il n'existe aujourd'hui aucune formation de ce type au Portugal. Or, dans la réalité, ce sont les cadres moyens qui font marcher une entreprise. » Une nécessaire réflexion sur les débouchés qui ne balaie toutefois pas la question du chômage. « Il n'y a pas aujourd'hui un problème de compétences, il n'y a pas de travail », souligne João Galamba qui met en cause le gouvernement actuel pour ses mesures d'austérité.

Ces dernières années, les jeunes Portugais ont été à l'origine des grandes mobilisations sociales contre la crise et les politiques de rigueur dans un pays peu coutumier des manifestations spontanées. Celle du 15 septembre, qui a mis dans les rues d'une trentaine de villes portugaises des centaines de milliers de personnes, a été lancée par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Le 12 mars 2011, le scénario avait été le même avec 300 000 à 400 000 manifestants à l'appel du groupe Geração à rasca (« Génération dans la dèche »), qui inspira, deux mois plus tard, le mouvement des « indignés » espagnols. ■

L'argent bienvenu des anciennes colonies

Lisbonne, envoyée spéciale

Ironie de l'histoire, c'est auprès de ses anciennes colonies que le Portugal en crise tente de trouver un peu d'air. Des économies émergentes, une même langue, des références culturelles partagées : les atouts sont nombreux. A côté du Brésil, allié traditionnel, l'Angola est devenu un partenaire stratégique de Lisbonne. « Les investissements angolais ont commencé à augmenter de façon significative il y a cinq ans et se sont accélérés ces trois dernières années », confirme Carlos Bayan Ferreira, responsable de la division internationale au sein de la compagnie pétrolière Galp Energia et président de la chambre de commerce et d'industrie Portugal-Angola. Ils achètent dans tous les secteurs : la banque, l'énergie, mais aussi l'industrie, les restaurants, l'immobilier, le vin... »

Pour le Portugal, en récession depuis deux ans, le boom de l'économie angolaise, qui affiche un taux de croissance à deux chiffres, est une aubaine. Depuis la fin de la guerre civile, en 2002, les réserves financières de l'Angola ont explosé grâce au pétrole. « Deux problèmes se sont posés au pays : un besoin d'investir cet argent, mais aussi de rétablir sa crédibilité alors que le FMI l'épinglait régulièrement pour son niveau de corruption. Dans sa straté-

gie d'internationalisation, quel meilleur pays que le Portugal ? », explique Nicolau Santos, directeur adjoint de l'hebdomadaire l'Expresso. En novembre 2011, le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, en visite à Luanda, la capitale angolaise, invitait publiquement son ancienne colonie à investir dans le vaste programme de privatisations lancé par Lisbonne.

Le montant exact des investissements angolais au Portugal reste flou. Le monde des affaires a ses secrets, particulièrement en Angola. Mais pour Alex Vines, du centre de recherche britannique Chatham House, « aucun autre pays européen n'est aussi dépendant économiquement d'une ancienne colonie africaine ». En 2009, l'argent angolais investi au Portugal était estimé à 116 millions d'euros (contre 1,6 million en 2002). En 2010, 3,8 % de la capitalisation de la Bourse de Lisbonne, soit 2,18 milliards d'euros, étaient dans des mains angolaises.

Principaux acteurs de ces placements : Isabel dos Santos, fille du président angolais et femme la plus riche d'Afrique, et la puissante compagnie pétrolière angolaise, Sonangol. La banque, l'énergie et les télécommunications sont leurs secteurs de prédilection. Isabel dos Santos détient près de 30 % du groupe ZON Multimedia ; 20 % de Banco BPI, la quatrième banque du Portugal ; près

de 40 % d'Amorim Energia. Elle est aussi présente dans le capital de la société pétrolière Galp, de Portugal Telecom, et de Banco BIC Portugues. La Sonangol est l'actionnaire principal de Millennium BCP, première banque privée du pays. Et les prises de participation devraient se poursuivre rapidement : Luanda vient de créer un fonds souverain, administré entre autres par le fils du président, José Filomeno dos Santos, dont l'objectif sera d'investir les revenus de la manne pétrolière, en Angola et à l'étranger.

« Une solution à la crise »

Cette ruée n'est pas sans poser de questions. Dirigé depuis trente-trois ans par José Eduardo dos Santos, l'Angola connaît une croissance très inégale sur fond de verrouillage politique. « Ils investissent dans des secteurs stratégiques et, de plus en plus, dans les médias », souligne Nicolau Santos. Son journal, l'Expresso, appartient au groupe Imprensa, détenu à 2 % par Newshold, un groupe angolais qui a aussi racheté l'hebdomadaire Sol et est sur les rangs pour la privatisation de la télévision publique RTP. Des négociations sont également en cours entre un investisseur angolais et Joaquim Oliveira, patron du groupe Controlinveste qui détient notamment Diário de Notícias, le principal quotidien du nord du Portugal, et la radio

TSF. « Nous n'avons pas la même conception de la liberté d'expression. Dans quelques années, nous risquons de ne pas être très à l'aise avec tout ça », estime le journaliste.

Des inquiétudes que balaie Carlos Bayan Ferreira. « Notre relation avec l'Angola est l'une des solutions à la crise du Portugal », affirme l'homme d'affaires. A la fois par l'argent frais qu'elle apporte et par le travail qu'elle fournit aux entreprises portugaises qui ne peuvent plus compter sur un marché intérieur en berne. L'Angola est devenu le 4^e client du Portugal (après l'Espagne, l'Allemagne et la France), le premier hors Union européenne (le Brésil est 10^e), à qui il achète des machines, des véhicules, de la pharmacie, du vin... A Luanda, la capitale angolaise en plein boom immobilier, le bâtiment portugais a trouvé de nouveaux débouchés. On estime que 140 000 Portugais travaillent dans le pays.

« Notre grand atout, par rapport aux investisseurs chinois par exemple, c'est la connaissance mutuelle et la confiance qui lient nos deux pays. Et c'est la même chose avec le Mozambique », se félicite Carlos Bayan Ferreira. Avec ses 7 % de croissance annuelle, cet autre Etat d'Afrique australe, également ancienne colonie portugaise, fait figure de nouvel Eldorado. Quelque 20 000 Portugais seraient déjà installés à Maputo, la capitale. ■

C. B.